

DÉFINITION DE TRAVAIL DE L'ANTISÉMITISME

Quelle est sa signification, pourquoi est-elle importante et que devons-nous en faire ?

Il y a une vingtaine d'années, à partir de 2001 et 2002, nous avons assisté à une recrudescence d'incidents antisémites en Europe occidentale, avec des attaques contre des cibles juives, notamment des écoles et des synagogues. Les gouvernements ont mis du temps à en prendre conscience et à y répondre. On les considérait souvent comme des réactions au conflit du Moyen-Orient, un peu comme si la colère contre Israël justifiait qu'on harcèle des fidèles de confession juive ou qu'on menace des écoliers juifs. Les formes classiques de l'antisémitisme comme le contrôle de l'économie ou des médias par les juifs, les conspirations mondiales comme celles décrites dans les *Protocoles des Sages de Sion* et les accusations moyenâgeuses de meurtres ritualisés étaient quant à elle déjà comprises et donc mieux identifiées. Mais, comme il est précisé dans la Déclaration de l'OSCE faite à Berlin en 2004, l'antisémitisme a revêtu « de nouvelles formes et manifestations ». En réponse, l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) a mené sa première étude sur l'antisémitisme au sein de l'Union européenne en 2004. Les entretiens avec les chefs de la communauté juive ont révélé beaucoup d'anxiété et d'inquiétude. Et les observateurs locaux ont découvert que les données disponibles étaient assez limitées et que pour la plupart celles-ci ne proposaient pas de définition de l'antisémitisme susceptible d'orienter leur analyse. L'American Jewish Committee (AJC) ainsi que d'autres experts de la communauté juive sont intervenus. En étroite collaboration avec les dirigeants de l'EUMC, ils ont établi une définition complète de l'antisémitisme, comprenant des exemples précis des différentes formes qu'il pourrait prendre. Notamment les tropes habituels, le problème croissant de la négation de la Shoah et de ses nouveaux aspects liés à Israël, comme la diabolisation de l'État juif ou le fait de tenir les communautés juives locales responsables de ses actions. Cette définition a été établie début 2005 par l'EUMC et constitue une « définition de travail » pour aider les observateurs du gouvernement et de la société civile ainsi que les forces de l'ordre dans leur travail. Elle a rapidement été utilisée par le département d'État américain pour rédiger ses rapports internationaux sur l'antisémitisme et a été intégrée au matériel de formation destiné aux cadets de la police au Royaume-Uni.

DÉFINITION DE TRAVAIL DE L'IHRA

En 2009, l'EUMC a été remplacé par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne (FRA), dotée d'un mandat différent et plus large. La France a par la suite décidé qu'elle ne fournirait aucune définition sur les préjugés ou l'intolérance, y compris l'antisémitisme, définition dont l'élaboration devrait plutôt être laissée à la discrétion de chaque groupe de victimes. Certains éléments de la définition de travail ont néanmoins contribué à orienter les grandes enquêtes de la France sur l'expérience et la perception des populations juives de l'antisémitisme.

L'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), organisation qui regroupait trente-et-un pays à ce moment là, et qui comprend la plupart des pays d'Europe ainsi qu'Israël et les États-Unis, est intervenue. L'IHRA consacre son action à la sensibilisation à l'Holocauste, s'attaque au problème de la négation de la Shoah et se montre également déterminée à trouver tous les moyens de lutter efficacement contre l'antisémitisme. En 2016, guidée par la Roumanie, l'IHRA a officiellement ratifié *La définition de travail de l'antisémitisme*, une version légèrement modifiée du document d'origine de l'EUMC. Nous parlons donc aujourd'hui de la définition de travail de l'IHRA.

L'ANTISÉMITISME À L'ÉGARD D'ISRAËL

Les exemples les plus utiles, et pour certains les plus controversés, cités dans la définition sont ceux qui concernent l'État d'Israël. Ils visent à expliquer où et comment la haine envers Israël peut devenir une forme d'antisémitisme, bien distincte des critiques émises à l'encontre gouvernement israélien. Ces exemples comprennent les analogies faites entre les Israéliens et les nazis ; les déclarations faisant d'Israël un État raciste, et donc illégitime ; ou celles tenant les Juifs comme collectivement responsables des actions de l'État d'Israël. On retrouve ces exemples dans l'enquête FRA de 2018 et ceux-ci retracent ce que la grande majorité des Juifs européens eux-mêmes considèrent comme antisémite.¹ Certains observateurs critiques d'Israël ont injustement prétendu que la définition de travail aurait pour but de les qualifier d'antisémites. Dans les faits, sa formulation prudente laisse au contraire toute la place à des critiques vigoureuses d'Israël, de son gouvernement et de sa politique.

1. Expérience et perception de l'antisémitisme / Seconde enquête sur la discrimination et les crimes de haine contre les juifs au sein de l'UE. Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne. Luxembourg : Office des publications de l'Union Européenne, 2018

Il s'agit d'une définition non contraignante destinée à guider et informer. Elle n'est pas destinée à étouffer le débat ou la liberté d'expression, et ceux qui en font un mauvais usage doivent être rappelés à la raison.

UTILISATION DE LA DÉFINITION DE TRAVAIL

Divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ont recours à la définition de travail de l'antisémitisme pour former les forces de police, les procureurs et les juges ainsi que pour informer les observateurs et les éducateurs de la société civile.

FORMATION ET ÉDUCATION

- L'école de Police du Royaume-Uni utilise la définition de travail dans son guide opérationnel sur les crimes motivés par la haine pour la formation de ses effectifs ;
- Le RIAS (équivalent du SPCJ en France qui s'occupe de la collecte de données) de Berlin utilise la définition de travail pour former les services de justice à l'identification de l'antisémitisme ;
- L'ONG CEJI (Contribution Juive à une Europe Solidaire) organise chaque année une formation sur l'antisémitisme à l'intention des fonctionnaires de l'UE en utilisant la définition de travail ;
- Le mémorial de Mauthausen en Autriche (basé sur le site de l'ancien camp de concentration) utilise la définition de travail dans la formation de ses forces de police ;
- La police d'état de Berlin utilise la définition de travail pour former sa police ;
- Le Collège judiciaire du Royaume-Uni a intégré la définition de travail dans son guide 2018 destiné aux juges.

COLLECTE DES DONNÉES

- Plusieurs ONG des États-membres de l'UE utilisent la définition de travail pour l'enregistrement des données sur les crimes de haine antisémites, notamment le Community Security Trust au Royaume-Uni et le Forum contre l'antisémitisme en Autriche.
- Le Guide pratique du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE intitulé *Comprendre les crimes de haine antisémites et répondre aux besoins de sécurité des communautés juives* inclut la définition de travail de l'IHRA en tant que ressource pour ses 57 États participants et recommande aux gouvernements de collecter des données fiables sur l'antisémitisme afin de développer des réponses factuelles pour le contrer.

ADOPTION DE LA DÉFINITION DE TRAVAIL

- En 2014, le Président de la Confédération Suisse, Didier Burkhalter, président de l'OSCE, a déclaré que la définition de travail est « un document utile pour les gouvernements et la société civile, expliquant comment l'antisionisme apparaît souvent comme un masque de l'antisémitisme, et que les communautés juives sont souvent la cible de l'hostilité anti-Israël. » ²
- À l'occasion de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste en 2017, Vera Jourová, commissaire européenne en charge de la Justice, a déclaré : « nous allons publier la définition de l'IHRA sur notre site Web consacré à la lutte contre l'antisémitisme. » ³
- En juin 2017, le Parlement européen a recommandé l'utilisation de la définition de travail dans sa résolution sur l'antisémitisme.
- En septembre 2018, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré : « je tiens à saluer les efforts déployés par les 31 pays membres de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste pour s'accorder sur une définition commune de l'antisémitisme. Une telle définition peut servir de base à l'application de la loi, ainsi qu'aux politiques préventives. » ⁴
- En décembre 2018, le Conseil de l'Union Européenne a adopté une déclaration sur la lutte contre l'antisémitisme, qui appelait les États-membres qui ne l'avaient pas encore fait à adopter la *définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA*. ⁵
- En janvier 2019, le président des États-Unis, Donald J. Trump, a signé la loi de 2017 sur la lutte contre l'antisémitisme en Europe. Cette loi, présentée pour la première fois par la députée Nita Lowey (D-NY) en janvier 2017, décrit dans quelle mesure la lutte contre l'antisémitisme est dans l'intérêt national des États-Unis et encourage l'adoption par

2. Déclaration finale de la présidence suisse de l'OSCE. OSCE Suisse 2014. <https://www.osce.org/odihr/126710?Download=true>.

3. "Discours du Commissaire Jourová à l'occasion de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste." 24 janvier 2017. Commission Européenne. https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2014-2019/jourova/annoncements/speech-commissioner-jourova-occasion-international-holocaust-remembrance-day_en.

4. « L'antisémitisme progresse même dans les pays où il n'y a pas de Juifs, a déclaré le Secrétaire général à une manifestation sur le pouvoir de l'éducation pour lutter contre le racisme et la discrimination. » Déclarations et messages du Secrétaire général des Nations Unies. SG / SM / 19252-RD / 1022, 26 septembre 2018. <https://www.un.org/press/en/2018/sgsm19252.doc.htm>.

5. 25 membres de l'IHRA sont des États membres de l'UE. En novembre 2018, l'IHRA comptait 32 pays membres.

les institutions gouvernementales nationales et internationales de la *définition de travail de l'antisémitisme adoptée par l'IHRA* .⁶

- Le 19 février 2019 dans son discours au dîner annuel du CRIF, le président français Emmanuel Macron a indiqué que la France adoptait la définition de travail de l'IHRA ;
- En juin 2019, le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) Luis Almagro a annoncé que le secrétariat de l'OEA adoptait la définition de travail de l'IHRA. Almagro a déclaré : « nous devons faire plus pour éduquer la population à adopter une tolérance zéro vis-à-vis de l'antisémitisme ».

ADOPTION DE LA DEFINITION DE TRAVAIL

À ce jour, les pays suivants ont adopté la *définition de travail de l'antisémitisme proposée par l'IHRA* :

- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- République Tchèque
- France
- Allemagne
- Hongrie
- Israël
- Lituanie
- Macédoine du Nord
- Luxembourg
- Moldavie
- Roumanie
- Slovaquie
- Royaume-Uni
- Pays-Bas
- Grèce
- Canada

6. HR672 - Loi de 2017 sur la lutte contre l'antisémitisme en Europe. 115ème Congrès (2017-2018).
<https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/672>.

TEXTE INTÉGRAL DE LA DÉFINITION DE TRAVAIL DE L'IHRA :

Le 26 mai 2016, l'assemblée plénière de l'IHRA a décidé d'adopter la définition de travail de l'antisémitisme non exécutoire suivante :

L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut s'exprimer sous forme de haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent les individus juifs ou non juifs et / ou leurs biens, les institutions communautaires juives et les lieux de culte.

Pour guider l'IHRA dans ses travaux, les exemples suivants peuvent servir d'illustrations : Les manifestations peuvent inclure le ciblage de l'État d'Israël, conçu comme une collectivité juive. Cependant, des critiques d'Israël similaires à celles formulées à l'encontre de tout autre pays ne sauraient être considérées comme antisémites. L'antisémitisme accuse souvent les Juifs de conspirer pour nuire à l'humanité, et il est souvent utilisé pour blâmer les Juifs avec des « voilà pourquoi les choses tournent mal ». Il s'exprime par la parole, l'écriture, les formes visuelles et les actions, et emploie des stéréotypes sinistres et des traits de caractère négatifs.

Les exemples contemporains d'antisémitisme dans la vie publique, les médias, les écoles, les lieux de travail et la sphère religieuse peuvent, compte tenu du contexte général, inclure, sans toutefois s'y limiter, de :

- Demander, aider ou justifier le meurtre ou le tort infligé à des Juifs au nom d'une idéologie radicale ou d'une vision extrémiste de la religion.
- Faire des allégations mensongères, déshumanisantes, diabolisantes ou stéréotypées sur les Juifs en tant que tels ou sur le pouvoir collectif des Juifs, tel que, plus particulièrement mais non exclusivement, le mythe d'une conspiration mondiale des Juifs ou du contrôle exercé par les Juifs sur les médias, l'économie, le gouvernement ou d'autres institutions sociales.

- Accuser les Juifs en tant que peuple d'être responsables d'actes répréhensibles réels ou imaginaires commis par un seul individu ou groupe juif, ou même d'actes commis par des non-Juifs.
- Nier le fait, la portée, les mécanismes (par exemple, les chambres à gaz) ou l'intentionnalité du génocide du peuple juif aux mains de l'Allemagne nationale-socialiste et de ses partisans et complices pendant la Seconde Guerre mondiale (l'Holocauste).
- Accuser les Juifs en tant que peuple ou Israël en tant qu'état d'inventer ou d'exagérer l'Holocauste.
- Accuser les citoyens juifs d'être plus fidèles à Israël, ou aux prétendues priorités des Juifs du monde entier, qu'aux intérêts de leurs propres nations.
- Refuser au peuple juif son droit à l'autodétermination, par exemple en affirmant que l'existence d'un État d'Israël est une entreprise raciste.
- Appliquer des politiques différentes en exigeant d'eux un comportement qui n'est pas attendu ou exigé d'une autre nation démocratique.
- En utilisant les symboles et les images associés à l'antisémitisme classique (par exemple, des affirmations de Juifs tuant Jésus ou de rituels meurtriers), pour caractériser Israël ou les Israéliens.
- Faire des comparaisons entre la politique israélienne contemporaine et celle des nazis.
- Tenir les Juifs collectivement responsables des actes de l'État d'Israël.

Des actes antisémites sont criminels lorsqu'ils sont définis comme tels par la loi (par exemple le négationnisme de l'Holocauste ou la distribution de pamphlets antisémites dans certains pays).

Des actes criminels sont antisémites lorsque les cibles des attaques, qu'il s'agisse d'individus ou de biens, comme des immeubles, écoles, lieux de culte et cimetières, sont sélectionnées parce qu'elles sont, ou sont perçues, comme étant juives ou liées aux juifs.

La discrimination antisémite est le fait de priver les juifs d'opportunités ou de services disponibles pour d'autres et est illégale dans de nombreux pays.

AJC
Paris



[AJC.org](https://www.ajc.org)



[/AJCGlobal](https://www.facebook.com/AJCGlobal)



[@AJCGlobal](https://twitter.com/AJCGlobal)